

Maroc-Espagne : Limogeage d'un secrétaire d'État binational

Pierre-Yves Lambert (Suffrage Universel)

27 décembre 2008. – L'agence de presse officielle marocaine Maghreb arabe presse (MAP) a annoncé le 22 décembre le limogeage par le Roi Mohammed VI du secrétaire d'État aux affaires étrangères Ahmed Lekhrif. Le numéro 2 de la diplomatie marocaine, un Sahraoui de 55 ans rallié à Rabat, avait obtenu la nationalité espagnole il y a peu, ce qui a motivé la décision royale selon la MAP. Le quotidien espagnol El País signale que Lekhrif et les autres membres du gouvernement marocain ont appris cette destitution via une dépêche de la MAP alors qu'ils assistaient à un débat au parlement.

Un communiqué du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération est venu préciser le lendemain que « s'agissant spécifiquement d'une responsabilité gouvernementale, de surcroît au sein d'un département régalien et de souveraineté, la fonction de secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération s'avère incompatible avec l'acquisition d'une autre nationalité, espagnole, dans le cas de figure ».

D'après un diplomate marocain, cité par El País, l'agacement royal aurait pour cause le traitement différencié par l'Espagne en matière de réintégration de nationalité entre ses anciens colonisés. Les habitants de l'ex-Maroc espagnol (Rif) et du Territoire d'Ifni ne bénéficient en effet pas de cette mesure au contraire des Sahraouis, ce qui revient implicitement à une non-reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Ahmed Lekhrif est né en 1954 à Smara. Il a étudié la philosophie à l'Université Complutense de Madrid et a ensuite entamé une carrière politique, d'abord comme adjoint au maire d'El Ayoun, puis comme sénateur. Il n'a jamais mis en question l'appartenance du Sahara au Maroc.

Le Sahara occidental était une colonie espagnole jusqu'au départ des troupes de ce pays en 1976, laissant la place au Maroc et à la Mauritanie, puis au seul Maroc à partir de 1979. Une République arabe sahraouie démocratique (RASD) a été mise en place le 27 février 1976 par l'organisation de libération nationale Front Polisario, qui lutte depuis contre le Maroc, qui a annexé le territoire, rebaptisé « provinces du Sud ».

Un décret espagnol de 1976 prévoyait une période d'un an pendant laquelle les Sahraouis pouvaient effectuer des démarches afin de conserver la nationalité espagnole. Toutefois, après qu'une demande de réintégration de nationalité ait été avalisée par un tribunal à l'époque du gouvernement de José María Aznar, les demandes ultérieures ont été facilitées.

Il y a quelques mois, le Maroc avait virulemment protesté contre un projet du gouvernement néerlandais prévoyant d'exiger l'abandon de la nationalité d'origine en cas de naturalisation aux Pays-Bas. Les ministres marocains de la Justice et

des Affaires étrangères avaient ainsi exprimé le 7 juillet 2008 « le vif étonnement » de l'Exécutif marocain et « son rejet catégorique » de toute politique qui exigerait des citoyens marocains aux Pays-Bas de renoncer à leur nationalité marocaine d'origine. À l'époque, un secrétaire d'État néerlandais, Ahmed Aboutaleb, entretemps devenu bourgmestre (maire) de Rotterdam, possédait également la nationalité marocaine.

Le Maroc a par ailleurs mis sur pied un Conseil de la communauté marocaine à l'étranger chargé de conseiller le roi pour les affaires concernant la diaspora marocaine. Cet organe royal marocain comprend parmi ses membres des élus dans d'autres pays, notamment Mohamed Chaib, député à la Généralité de Catalogne et Najat Belkacem-Vallaud, conseillère régionale de Rhône-Alpes.

Sources

- Maghreb arabe presse, [*Membres du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger*](#), Conseil de la communauté marocaine à l'étranger, 21 décembre 2007.
- [*Le Maroc contre les tentatives de naturalisation des Marocains des Pays Bas*](#), African Press Agency, 7 juillet 2008.
- [*M. Ahmed Lakhrif a accompli sa mission avec sérieux, abnégation et compétence*](#), Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, 23 décembre 2008.
- Maghreb arabe presse, [*S.M. le Roi met fin à la mission de Ahmed Lakhrif*](#), Le Matin du Sahara, 23 décembre 2008.
- Ignacio Cembrero, [*Mohamed VI destituye al 'número dos' de su diplomacia tras obtener la nacionalidad española*](#), El País, 23 décembre 2008.
- Beatriz Mesa, [*Mohamed VI echa a un alto cargo por pedir la nacionalidad española*](#), El Periodico de Catalunya, 24 décembre 2008.
- Ignacio Cembrero, [*Mohamed VI destituye a un alto cargo saharai por ser español*](#), El País, 26 décembre 2008